

HK/CKS  
**BURKINA FASO**

Unité-Progrès-Justice

**DECRET N°2018- 0043 /PRES/PM/MCIA/  
MINEFID/MAECBE portant création,  
attributions, composition, organisation  
et fonctionnement du Comité National de  
Négociations Commerciales.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VISÉ N°0048  
31/01/2018*
- Vu** la Constitution ;  
**Vu** le décret n°2016-01/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre;  
**Vu** le décret n°2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement;  
**Vu** le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du Gouvernement;  
**Vu** le décret n°95-214/PRES du 05 juin 1995 portant promulgation de la Loi n°13/95/ADP du 03 mai 1995 portant ratification de l'Accord de Marrakech du 15 avril 1994 instituant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ;  
**Vu** le décret n° 95-382/PRES/MAET/MCIA du 27 septembre 1995 portant ratification de l'Accord de Marrakech du 15 avril 1994 instituant l'OMC ;  
**Vu** le décret n°2016-399/PRES/PM/MCIA du 23 mai 2016 portant organisation du Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat ;  
**Sur** Rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat ;  
**Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 30 décembre 2017 ;

**DECRETE**

**CHAPITRE I : CREATION**

- ARTICLE 1 :** Il est créé au Burkina Faso un Comité National de Négociations Commerciales, en abrégé CNNC. Le CNNC est placé sous l'autorité du Ministre en charge du commerce.
- ARTICLE 2 :** Le CNNC a pour objectif de servir de cadre d'échanges et de réflexions sur toutes les questions relatives aux négociations commerciales.

## **CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS**

**ARTICLE 3 :** Le CNNC est compétent pour coordonner toutes les négociations commerciales tant bilatérales, régionales que multilatérales au plan national. A ce titre, il est chargé de :

- définir les positions nationales en matière de négociations commerciales ;
- suivre la mise en œuvre des accords issus des négociations commerciales ;
- traiter les questions relatives aux notifications ;
- organiser des activités d'information, de formation et de sensibilisation à l'endroit des acteurs sur les questions relatives aux négociations commerciales ;
- diffuser et vulgariser auprès des acteurs, les informations et les publications issues des travaux des organisations de régulation du commerce international.

## **CHAPITRE III : COMPOSITION**

**ARTICLE 4 :** Le CNNC est constitué de soixante un (61) membres et composé ainsi qu'il suit :

**Au titre de l'administration publique :**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Structures</b>		<b>Nombre de représentants</b>
01	Présidence du Faso		01
02	Premier Ministère		01
03	Ministère en charge du Commerce	Cabinet du Ministre	01
		Direction Générale du Commerce	05
		Centre National de Propriété Industrielle	01
		Direction Générale du Développement Industriel	01
		Direction Générale du Contrôle Economique et de la Répression de la Fraude	01
		Direction Générale de la Promotion de l'Entreprise	01
		Direction Générale de l'Artisanat	01

		Direction des Guichets Uniques, du Commerce et de l'Investissement	01
		Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	01
04	Ministère en charge de l'Economie et des Finances	Direction Générale des Douanes	01
		Direction Générale de la Coopération	01
		Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	01
		Direction Générale de l'Economie et de la Planification	01
		Direction Générale des Impôts	01
05	Ministère en charge des Affaires Etrangères	Direction Générale des Relations Multilatérales	01
		Direction Générale des Relations Bilatérales	01
		Direction Générale des Affaires Juridiques	01
		Direction Générale de la Coopération Régionale	01
		Cellule Nationale CEDEAO	01
06	Ministère en charge de la Culture et du Tourisme	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	01
07	Ministère en charge de l'Agriculture	Direction Générale des Productions Végétales	01
		Secrétariat Permanent de la Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles	01

		Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale	01
08	Ministère en charge de la Justice	Direction Générale des Affaires Juridiques et judiciaires	01
09	Ministère en charge des Mines	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	01
10	Ministère en charge de l'Energie	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	01
11	Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire et Supérieur	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	01
12	Ministère en charge des Transports	Direction Générale des Transports Terrestres et Maritimes	01
13	Ministère en charge de l'Environnement	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles	01
14	Ministère en charge des Ressources Animales	Direction Générale des Services Vétérinaires	01
		Direction Générale de la Production Animale	01
15	Ministère en charge de l'Economie Numérique et des Postes	Direction Générale de la Coordination des Technologies de l'Information et de la Communication	01
		Direction Générale des Infrastructures de Communication Electronique	01

**Au titre des structures d'appui :**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Structures</b>	<b>Nombre de représentants</b>
01	Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso	01
02	Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation	01
03	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso	01
04	Agence Burkinabè de Normalisation et de la Métrologie	01
05	Agence pour la Promotion des Exportations du Burkina	01
06	Conseil Burkinabè des Chargeurs	01
07	Office National du Tourisme Burkinabè	01
08	Bureau Burkinabè des Droits d'Auteur	01
09	Secrétariat Permanent du Suivi de la Filière Coton Libéralisée	01
10	Fédération Nationale des Industries de l'Agroalimentaire (FIAB)	01

**Au titre des organisations professionnelles :**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Structures</b>	<b>Nombre de représentants</b>
01	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Burkina Faso	01
02	Association Professionnelle des Sociétés d'Assurances du Burkina (APSAB)	01
03	Groupement Professionnel des Industriels	01
04	Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina	01
05	Syndicat des Commerçants Importateurs et Exportateurs	01
06	Conseil National du Patronat Burkinabè	01
07	Confédération Paysanne du Faso	01
08	Organisation des Transporteurs Routiers du Faso	01

**Au titre de la société civile :**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Structures</b>	<b>Nombre de représentants</b>
01	Organisations de défense des consommateurs (Ligue des Consommateurs du Burkina)	01
02	Syndicat des travailleurs (Centrales Syndicales)	01
03	Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG)	01

## **Au titre du monde Universitaire**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Structure</b>	<b>Nombre de représentants</b>
01	Centre d'Etudes et de Documentation en Recherches Economiques et sociales (CEDRES/UO2)	01

**ARTICLE 5 :** Les Membres du CNNC sont nommés par arrêté du Ministre en charge du Commerce sur proposition de leur ministre ou responsable de structures.

**ARTICLE 6 :** Le CNNC est placé sous la présidence du Ministre en charge du commerce.

**ARTICLE 7 :** Le CNNC peut faire appel à toute personne ressource.

### **CHAPITRE IV : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**ARTICLE 8 :** Les membres du CNNC se réunissent au moins deux (02) fois par an sur convocation du Président et à chaque fois que de besoin.

**ARTICLE 9 :** La Direction Générale du Commerce assure le secrétariat technique du CNNC.

**ARTICLE 10 :** Le secrétariat technique a pour mission la préparation et l'organisation matérielle des réunions et autres rencontres.

**ARTICLE 11 :** Des sous-comités sont créés en vue de traiter des questions spécifiques en matière de négociations commerciales.

La composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des sous-comités sont précisés par arrêté ministériel.

**ARTICLE 12 :** Des sous-comités étudient et donnent leurs appréciations techniques et scientifiques sur les dossiers qui leur sont confiés par le Président du CNNC.

Ils peuvent aussi statuer sur leur propre initiative sur des dossiers relevant de leur ressort en matière de négociations commerciales. Dans tous les cas, les Présidents de ces sous-comités doivent transmettre au Président du CNNC les conclusions et rapports de travail de leur sous-comité.

**ARTICLE 13 :** Le CNNC élabore chaque année un budget couvrant les charges de son fonctionnement dont le financement est assuré par le budget de l'Etat et toutes autres ressources.

## **CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 14 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n°2000-400/PRES/PM/MCIA du 13 septembre 2000 et l'arrêté n°05-082/MCPEA du 05 septembre 2005.

**ARTICLE 15 :** Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 01 fevrier 2018



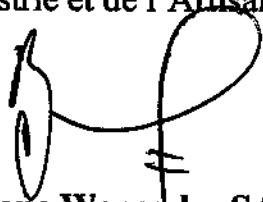
**Roch Marc Christian KABORE**

Le Premier Ministre



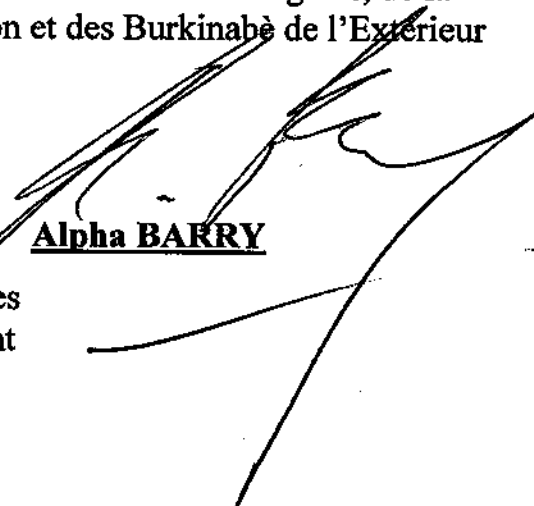
**Paul Kaba THIEBA**

Le Ministre du Commerce, de  
l'Industrie et de l'Artisanat



**Stéphane Wenceslas SANOU**

Le Ministre des Affaires Etrangères, de la  
Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur



**Alpha BARRY**

Le Ministre de l'Economie, des  
Finances et du Développement



**Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI**

